

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED  
**WT/GC/W/369**  
13 octobre 1999

(99-4360)

---

Conseil général

Original: anglais

## **PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999**

### Accords commerciaux régionaux (article XXIV du GATT de 1994)

#### *Communication de la Jamaïque*

La Mission permanente de la Jamaïque a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 octobre 1999.

---

#### **Contexte**

1. Les pays en développement considèrent depuis longtemps que les accords commerciaux régionaux, qui prévoient la création d'unions douanières et de zones de libre-échange, sont des instruments essentiels pour leur développement économique. L'expérience montre que, de par sa nature, un tel processus s'inscrit dans la durée et nécessite des périodes de transition adéquates permettant aux pays participants d'absorber les coûts d'ajustement générés par la libéralisation des échanges.

2. On peut sérieusement se demander si les normes et critères actuels appliqués pour interpréter l'article XXIV du GATT de 1994 laissent une marge de manœuvre suffisante pour qu'une transition soit une réussite. Cela vaut, par exemple, pour les critères exigeant que les accords commerciaux régionaux couvrent "l'essentiel des échanges commerciaux" (article XXIV du GATT) ou couvrent "un nombre substantiel de secteurs" (article V de l'AGCS).

#### **Proposition**

3. Il est proposé que les Ministres autorisent le Conseil général à examiner les dispositions pertinentes de l'article XXIV du GATT et de l'article V de l'AGCS relatives aux accords commerciaux régionaux auxquels participent des pays en développement, en vue de donner à ces pays une marge de manœuvre assez grande pour pouvoir absorber les coûts d'ajustement générés par la libéralisation des échanges et de garantir que ces accords contribuent de manière durable à leur développement économique.

---